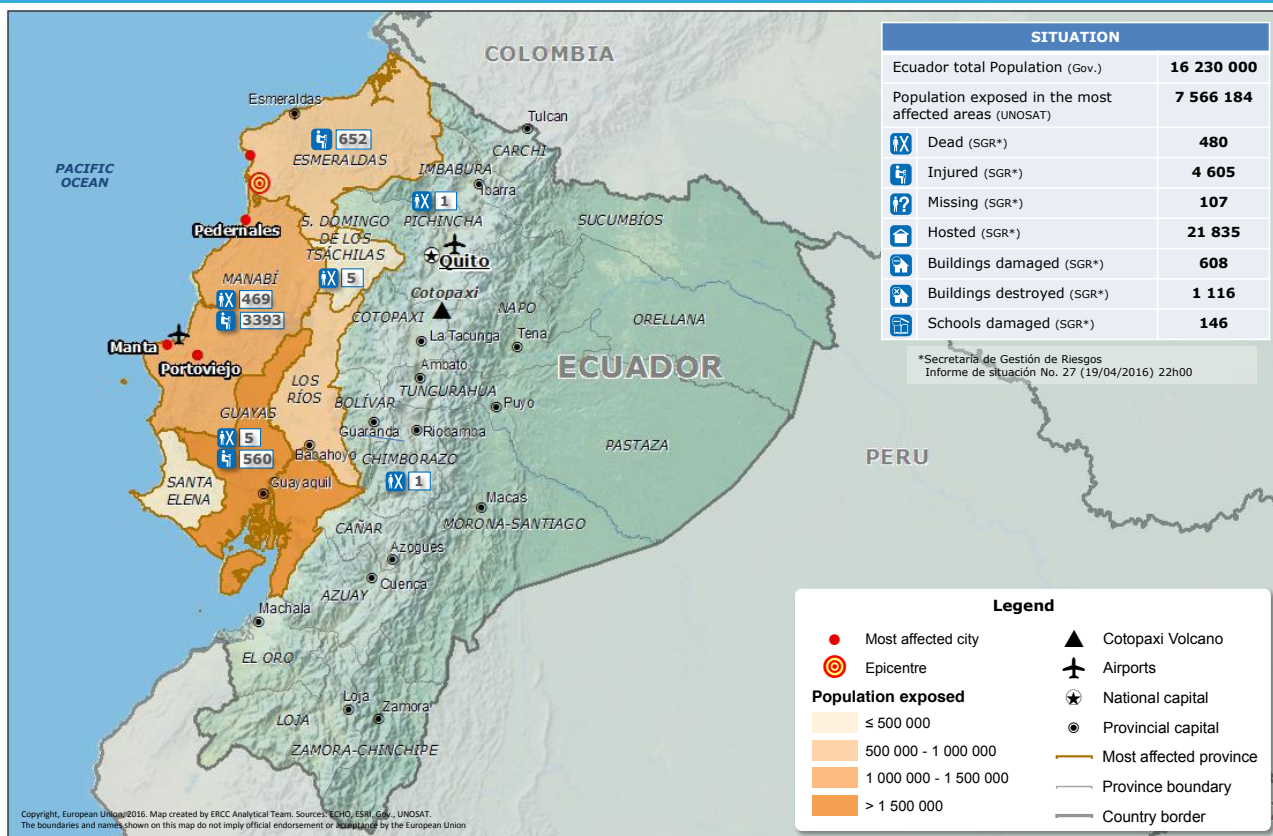


## Note d'information – Fonds de solidarité pour l'Equateur

Le samedi 16 avril 2016, un puissant séisme de magnitude 7,8 dont l'épicentre se situait près de Muisne, dans la province d'Esmeraldas, sur la côte pacifique, au nord ouest de l'Equateur, a sévèrement frappé le pays. 6 des 24 provinces ont été touchées par le séisme et déclarées en état d'urgence, principalement sur la côte ouest équatorienne. Ce séisme fait partie de l'un des 10 les plus meurtriers en Amérique Latine ces 20 dernières années.

Emergency Response Coordination Centre (ERCC) – ECHO Daily Map | 20/04/2016  
Ecuador - Earthquake (7.8 M) - Situation overview



Source de la carte : ECHO – Union Européenne

### Etat de situation au 28 avril 2016

#### Bilan provisoire

Le dernier bilan établi le 26 avril par les autorités équatoriennes et les organisations internationales concernant le séisme chiffrait 659 victimes et plus de 30.000 personnes ont reçu des soins dont plus de 4.600 sont toujours blessés – ces chiffres étant susceptibles de croître du fait de la cinquantaine de personnes toujours portées

disparues. 350.000 personnes ont besoin d'une assistance humanitaire. 29.000 personnes ont été déplacées et sont actuellement hébergées dans des abris d'urgence.

**Six provinces** ont été particulièrement affectées et déclarées par le gouvernement en état d'urgence : Guayas, Manabí, Santo Domingo, Esmeraldas, Los Ríos and Sante Elena. Parmi les villes les plus touchées se trouvent, Perdernales, Portoviejo et Manta (Province de Manabí et Muisne (province d'Esmeraldas). Le canton de Pedernales a été classé en zone de catastrophe naturelle.

| Provinces en état d'urgence | Nombre de personnes déplacées | Nombre de morts | Nombre de Bâtiments détruits |
|-----------------------------|-------------------------------|-----------------|------------------------------|
| <b>Manabí</b>               | 24.117                        | 645             | 705                          |
| <b>Santo Domingo</b>        | 885                           | 5               | 384                          |
| <b>Los Ríos</b>             | 240                           | -               | -                            |
| <b>Esmeraldas</b>           | 3543                          | 28              | 420                          |
| <b>Santa Elena</b>          | 30                            | -               | -                            |
| <b>Guayas</b>               | -                             | 7               | -                            |

*Source* : ACAPS briefing note on 26 April 2016 : <http://www.acaps.org/country/ecuador/special-reports>

Plusieurs facteurs ont aggravé les conséquences du séisme. La saison des pluies et le phénomène El Nino que connaît actuellement l'Equateur a déjà causé des inondations, des glissements de terrain et détruits des centaines de maisons. Les risques sont encore très élevés jusqu'en juin. Les 850 répliques dont certaines magnitudes ont été relevées à plus de 6.0 ont également causé des glissements de terrain quelques jours après le séisme. De manière générale, en Equateur, la pauvreté, la densité de la population, la construction informelle des bâtiments (environ 70% dans tout le pays) ainsi que le changement climatique exacerbent les effets des aléas naturels.

Les pertes économiques liées au séisme ont été estimées par OCHA à près de 3 milliards de dollars, soit environ 3% du PIB du pays.

### La réponse nationale et internationale

Le gouvernement du président Rafael Correa a déclaré dès le 16 avril l'état d'urgence en Equateur et a appelé l'assistance de la communauté internationale.

Le gouvernement avait déployé, dès le 24 avril, plus de 10.000 soldats, 9.000 policiers et 200 pompiers, venant soutenir les 40.000 volontaires. Le gouvernement a également dépêché près de 300 personnels médicaux dans les six provinces affectées. 5 hôpitaux mobiles ont été mis en place ainsi que 111 unités de soins.

Afin de supporter les coûts de reconstruction, le président a annoncé des mesures économiques d'urgence : augmentation de deux points de TVA pendant un an ; contribution exceptionnelle de 0,9% sur les patrimoines de plus d'un million de dollars et de 3% sur les bénéfices des entreprises ; prélèvement unique d'un jour de travail sur les salaires mensuels supérieurs à 1000 dollars ; et jusqu'à 5 jours de travail pour les salaires mensuels supérieurs à 5000 dollars. Le président a également mentionné la

sollicitation d'un crédit d'urgence d'environ 600 millions de dollars à la Banque mondiale.

Au niveau international, 140 pays ont déployé plus de 900 personnes dans les zones de crise. Une centaine d'organisations internationales, d'ONG locales et internationales, d'agences des Nations Unies et le CICR sont mobilisés.

Les trois domaines d'intervention prioritaires pour les acteurs de l'urgence sont :

- **L'eau et l'assainissement** : le manque d'eau potable, de latrines et de gestion des déchets pourrait aggraver la situation sanitaire ;
- **Le logement d'urgence et aide non alimentaire** : près de 30.000 personnes ont besoin d'un logement d'urgence. 18.200 personnes sont actuellement logés dans des abris temporaires d'urgence et certains manquent encore d'équipements non alimentaires tels que des bâches.
- **La santé** : Une assistance médicale et psychologique est prioritaire. Du fait du manque d'eau et de la situation sanitaire complexe, les risques d'épidémie sont élevés.

*(Pour plus d'informations sur tous les secteurs impactés par la catastrophe : <http://www.acaps.org/country/ecuador/special-reports>)*

Les dommages causés par le séisme sur certaines routes du pays affectent le travail des acteurs de l'urgence, notamment dans les zones rurales et reculées du pays proches de l'épicentre.

Si à l'heure actuelle les interventions sont surtout centrées sur l'aide d'urgence et l'assistance aux personnes dans le besoin, le gouvernement et les acteurs internationaux commencent à réfléchir à la reconstruction des zones affectées. Celle-ci sera longue et pourrait durer trois ans compte tenu de la fragilité des bâtiments et habitations. Les gouvernements locaux ont été interpellés par le président équatorien concernant leur responsabilité dans le contrôle insuffisant des normes et de la qualité des constructions. La communication et la collaboration entre les gouvernements nationaux, locaux et les agences humanitaires seront cruciales pour assurer la reconstruction dans les meilleures conditions possibles.

### **Point sur l'organisation territoriale en Equateur**

L'Equateur est divisé en 24 provinces (*provincias*), subdivisées en 215 cantons (*cantones*), plus ou moins équivalents aux municipalités, eux-mêmes subdivisés en 1156 paroisses (*parroquias*).

Chacun de ces trois niveaux de la hiérarchie administrative et territoriale dispose de son gouvernement autonome (aux niveaux politique, administratif et financier) décentralisé :

- les gouvernements provinciaux sont constitués d'un conseil provincial, d'un préfet et d'un vice-préfet élu pour quatre ans. Un gouverneur provincial représente le président de la république au sein du conseil provincial ;

- les municipalités ont un conseil cantonal avec un maire et des conseillers municipaux ;
- les paroisses ont des juntas paroissiales.

(source : <http://www.franceamsud.org/observatorio/index.php/fr/equateur>)

Bien que la Constitution équatorienne de 2008 prévoit la possibilité d'un découpage politico-administratif dont le niveau supérieur serait la *région*, comme regroupement de plusieurs provinces, dans la réalité la notion de *région* n'est utilisée qu'au sens géographique du terme, pour désigner d'est en ouest l'Amazonie (*Oriente*), les Andes (*Sierra*), la côte Pacifique et les îles Galápagos. En 2016 le premier niveau de l'administration du pays est donc la *province*.

### Le fonds de solidarité lancé par Cités Unies France

Le 18 avril dernier, Cités Unies France, à la demande de nombreux adhérents, a décidé d'ouvrir un fonds d'urgence pour apporter une aide dans la phase de réhabilitation/reconstruction des zones affectées et des services publics détruits. Cela en collaboration avec les collectivités équatoriennes concernées qui ont besoin d'assistance.

Un compte pour le « **Fonds d'urgence des collectivités territoriales pour l'Équateur** » a été créé et il pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel. Conformément à la charte adoptée par le Bureau Exécutif de Cités Unies France, la gestion de ce fonds se fera par un comité des donateurs.

Cités Unies France est en contact avec la ville de Quito qui doit accueillir en octobre prochain la conférence HABITAT III. Nous travaillons sur le programme de cette rencontre, et précisément sur l'aspect de la résilience des collectivités locales et de la réponse des pouvoirs locaux aux crises et catastrophes.

Une réunion sera prochainement organisée avec les représentants de la ville afin de nous aider à rédiger un premier rapport des besoins en prévision de la phase de reconstruction et de réhabilitation des collectivités locales affectées.

La Task force mondiale de réponses aux crises de CGLU a été également alertée et un message sera adressé à l'ensemble du Réseau mondial pour qu'une action concertée puisse être lancée. La Task Force se réunira à Genève le 2 mai 2016 en présence des Agences des Nations Unies et des opérateurs de l'humanitaire.

### Contacts à Cités Unies France

**Simoné Giovetti**, responsable pôle crises et réhabilitation (01 53 41 81 87 / [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org))

**Lucie Allex-Billaud**, chargée de mission pôle crise et réhabilitation (01 53 41 81 85 / [l.allexbillaud@cites-unies-france.org](mailto:l.allexbillaud@cites-unies-france.org))

**Félicia Médina**, chargée de mission pôle Amérique Latine et Caraïbes (01 53 41 81 92 / [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)).